



PREFECTURE DES ARDENNES

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DE LA CULTURE

ARRETE D'URGENCE

METAL BLANC à BOURG FIDELE

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu

- le code de l'environnement, notamment le livre V et les articles L 511-1 et L 512-7,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre modifié,
- le décret modifié n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration,
- le décret du 9 janvier 2004 portant nomination de M. Adolphe COLRAT en qualité de Préfet des Ardennes,
- le décret n°2004/374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
- l'arrêté préfectoral n° 4366 du 24 décembre 1996 concernant les activités exercées par la société METAL BLANC dans son établissement de Bourg-Fidèle,
- l'arrêté préfectoral du 10 mai 1999 complémentaire à l'arrêté d'autorisation n° 4366 du 24 décembre 1996 précité,
- l'arrêté préfectoral du 4 avril 2000 complémentaire à l'arrêté d'autorisation n° 4366 du 24 décembre 1996 précité,
- l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2002 complémentaire à l'arrêté d'autorisation n° 4366 du 24 décembre 1996 précité,
- l'arrêté préfectoral du 31 mai 2001 mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 4366 du 24 décembre 1996,
- l'arrêté préfectoral n° 2004-42 du 9 février 2004 donnant délégation de signature à M. Pierre CASTOLDI, Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes,

- le rapport SA1-JMGR/CM-N° 04/725 du 23 juin 2004 de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT

- que, par arrêté préfectoral du 23 décembre 1998, la société METAL BLANC était mise en demeure de supprimer, dans un délai de 6 mois, les émanations nuisibles ou gênantes pour l'environnement, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 1996, article 3.1.1,

- que, suite au rapport de l'inspection des installations classées en date du 29 février 2000, un second arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris le 14 mars 2000 demandant la réalisation d'une étude devant être menée en liaison avec la population. Le rapport d'étude devait être remis avant le 31 juillet 2000 et devait également définir les travaux et moyens à mettre en place pour supprimer les nuisances.

- que, cette étude, confiée au cabinet EOG, a fait apparaître que les émissions malodorantes ont deux origines principales. L'introduction de "fines" qui sont des pâtes à base de sulfate et d'oxyde de plomb et des matières plastiques des batteries, qui peuvent se retrouver dans les parties métalliques et fines, ayant pour origine une mauvaise séparation lors du broyage.

- que les fines issues du broyage des batteries sont composées essentiellement de sulfate de plomb et que lors de la fusion de ce sel pour en extraire le plomb, les sulfates se dégradent en oxydes de soufre émis en grande partie sous forme gazeuse,

- que le coût estimé par le cabinet EOG pour mettre en place des installations de traitement des gaz se situait entre 10 et 15 millions de francs (1,5 à 2,3 M €),

- que l'exploitant n'étant pas en mesure de procéder à cet investissement a proposé une autre solution consistant à ne plus traiter les fines à Bourg Fidèle. Cela a été mentionné dans sa lettre du 21 mai 2001 au maire de Bourg Fidèle.

- que le compte rendu de la commission locale d'information et de surveillance (CLIS) de l'usine Métal Blanc du 12 avril 2001 précise que M. BOURSON indique que son entreprise pourrait arrêter de traiter dès la fin du contrat en cours le sulfate de plomb,

- que, depuis juillet 2001, ces fines sont traitées par la filiale allemande de la société Métaleurop à Nordhenam (indication de M. Jean-Louis BOURSON à M. Marc De La Forest Divonne, secrétaire général de la préfecture le 2 juillet 2001, en présence de M. Christian Robbe-Grillet, directeur des relations avec les collectivités locales et de M. Richard Preuvot et J-M Girod-Roux, inspecteurs des installations classées),

- que l'arrêt du traitement des produits ou déchets pouvant être à l'origine de mauvaises odeurs a été confirmé à la CLIS du 10 décembre 2002,

- que les outils de fusion de la société Métal Blanc ne sont toujours pas équipés d'installations de désulfuration et de désodorisation,
- que les dioxydes, trioxydes de soufre et mercaptans sont des composés malodorants,
- que l'adjonction de fer dans les matières premières introduites dans les fours peut contribuer à piéger du soufre, mais ne présente pas une garantie suffisante,
- que le fonctionnement de la fonderie est à l'origine de plaintes répétées du voisinage en dates du 16 juin et 18 juin 2004 faisant état d'odeurs qui « prennent à la gorge », caractéristiques des composés soufrés,
- que l'inspection des installations classées s'est rendue sur place à deux reprises les jours des plaintes précitées. L'inspecteur n'a pas constaté les odeurs malodorantes qui avaient cessé selon les indications des plaignants rencontrés. Toutefois, le responsable de la fusion en poste le 16 juin à 18 h 30, M. VILLEVAL, a indiqué à l'inspecteur des installations classées que des fines sont introduites dans les fours de fusion. Cela est confirmé le 17 juin par M. RONDOT responsable environnement du site. Cette introduction de fines est faite à la demande de M. Renaud BOURSON à cause d'un manque de batteries à traiter,
- que l'article L 512-7 du code de l'environnement permet au représentant de l'Etat de prescrire des mesures d'urgence ayant pour objectif de protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

ARRETE

ARTICLE 1 : FINES DE SULFATE DE PLOMB

L'introduction des fines de sulfate de plomb dans les fours de fusion de l'établissement exploité par la société METAL BLANC à BOURG-FIDELE est interdite dès notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : PUBLICITE

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de BOURG-FIDELE.

Un extrait dudit arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché pendant un mois à la mairie de BOURG-FIDELE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet des Ardennes et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 5 : EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le maire de la commune de Bourg-Fidèle et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières le 29 juin 2004

Pour le préfet
Le secrétaire général

signé : Pierre Castoldi